

Étude de cas Oxfam

Pourquoi l'Inde perd sa guerre contre la faim

Swati Narayan

Spécialiste indépendante des politiques alimentaires et éducatives

Juin 2011

Alors qu'elle produit suffisamment pour subvenir à ses besoins alimentaires, l'Inde est confrontée à une situation de crise agricole et alimentaire de grande ampleur. Ce document soutient que le pays a besoin de mesures urgentes pour protéger le droit universel à l'alimentation, privilégier les réformes agraires et redynamiser de manière durable la productivité agricole.

Ce document mandaté par Oxfam vise à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les politiques et les pratiques de développement. Il ne reflète pas nécessairement les positions politiques d'Oxfam. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et pas forcément celles d'Oxfam.

Introduction

Dans le monde, une personne souffrant de la faim sur quatre vit en Inde.¹ Depuis la Révolution verte,² le pays produit suffisamment de nourriture pour subvenir à ses besoins alimentaires,³ mais il n'est toujours pas parvenu à éradiquer la faim de grande ampleur qui hante le paysage de ses campagnes et sévit toujours dans les ruelles étroites des taudis urbains. Actuellement, 40 % de la population souffre de malnutrition, soit un recul de seulement 10 % sur les trois dernières décennies.⁴

La croissance économique soutenue n'a pas non plus été le remède miracle espéré. Suite à la vague de réformes économiques néolibérales de 1991, le PIB de l'Inde a doublé,⁵ mais malgré cela, 53 millions de personnes supplémentaires se couchent chaque soir le ventre vide.⁶ Les médias relatent encore de nombreux cas déchirants de décès par inanition.⁷

Pour ne rien arranger, les prix des denrées alimentaires ont récemment explosé.⁸ Les familles pauvres, qui consacrent plus de 60 % de leurs revenus à l'alimentation,⁹ ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts.

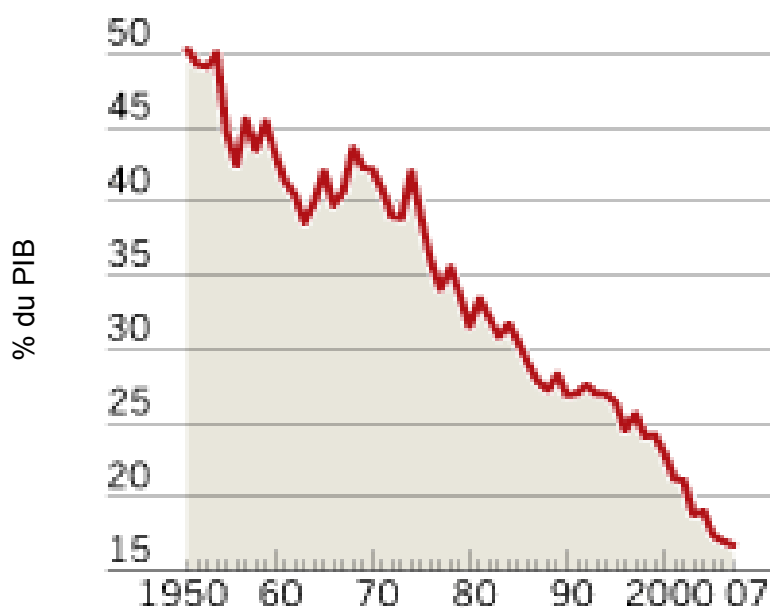
Malheureusement, les petits agriculteurs n'ont pas non plus bénéficié de la hausse des prix de vente, car ils perçoivent généralement bien moins pour leurs produits.¹⁰ Sur ces 15 dernières années, le surendettement a poussé le nombre vertigineux de 250 000 paysans au suicide.¹¹

Il est clair que le pays traverse à la fois une crise agricole et une crise nutritionnelle.

Un développement inégal

La cause profonde de cette tragédie à double tranchant est le développement inégal de l'Inde. Historiquement, cela fait des générations que la majorité de la population ne bénéficie pas des progrès socio-économiques. Même avec l'avènement récent de la modernité, trois tendances systémiques de l'appauvrissement sont indéniables : une croissance sans emplois, un recul des revenus agricoles et l'exclusion sociale.

Figure 1 : Part de l'agriculture dans le PIB de



Source : World Development Indicators
<http://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS/countries>

Une croissance sans emplois¹²

Depuis les années 1980, le revenu moyen des familles a rapidement augmenté.¹³ Toutefois, l'élite éduquée s'est accaparé la majeure partie de cette augmentation. La plupart travaille dans le secteur des services, notamment dans les centres d'appels de Bangalore, si souvent cités en exemple. Mais bien que ce secteur en pleine expansion produise au total la moitié du PIB du pays, il n'emploie qu'un quart de la population active.

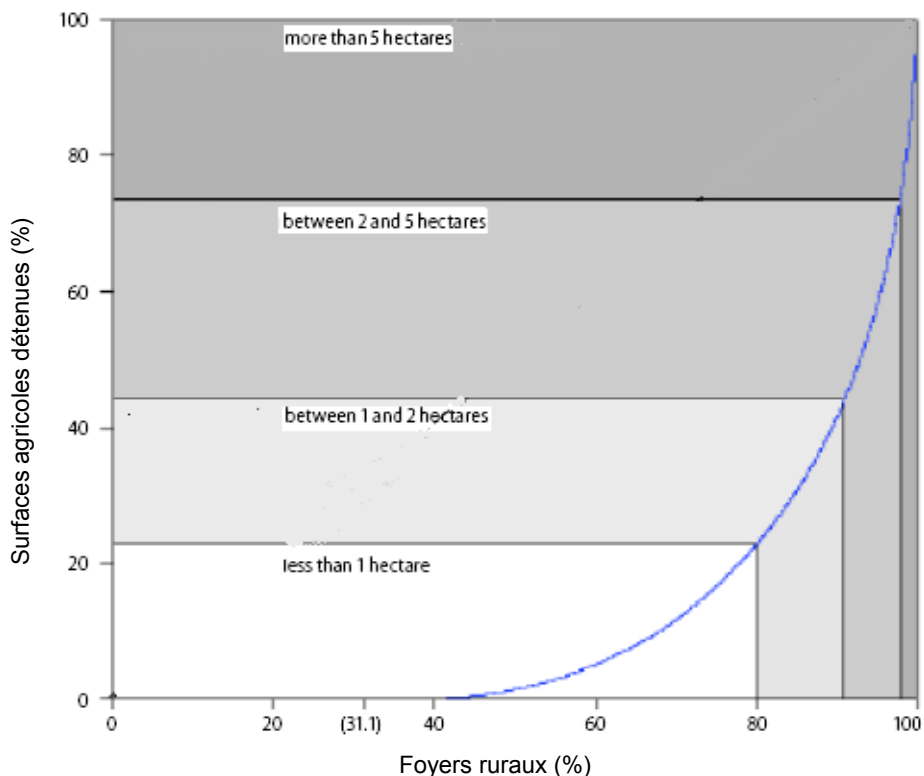
Les usines indiennes n'ont pas suffisamment créé d'emplois peu qualifiés et nécessitant une main-d'œuvre importante,¹⁴ dans un pays où un tiers de la population est analphabète.¹⁵ Par conséquent, ayant bien peu de choix, plus de la moitié des personnes en âge de travailler s'échinent dans les champs. Eux ne produisent qu'un cinquième du PIB de l'Inde ; la faim plane souvent sur les foyers ruraux.¹⁶

Un recul des revenus agraires

En Inde, deux tiers des personnes pauvres vivent dans ce paysage rural féodal.¹⁷ L'accès aux terres est déterminant. Mais même après des décennies de réformes agraires inefficaces, 41 % des foyers ruraux n'ont pas de terres.¹⁸ Qui plus est, les trois quarts des propriétaires d'exploitation ne détiennent que des parcelles de subsistance de moins d'un hectare (Figure 2), dont ils parviennent tout juste à tirer de quoi vivre.

Pire encore : depuis les années 1990, les politiques économiques ont négligé l'agriculture, précipitant le secteur dans une crise profonde.¹⁹ Parallèlement au recul des investissements agraires de l'État, le nombre de petits agriculteurs endettés a doublé.²⁰ Sur les cinq dernières années, la production alimentaire par habitant a également reculé²¹ et les rendements pour le riz ont pratiquement stagné.²² Même dans les luxuriants champs de blé de l'État du Penjab, dans le nord, les agriculteurs regrettent que les gains de productivité observés au lendemain de la Révolution verte des années 1970 ne soient plus qu'un lointain souvenir.²³

Figure 2 : Répartition des terres entre les foyers ruraux



Source : Rawal (2008), « Ownership Holdings of Land in Rural India: Putting the Record Straight », *Economic and Political Weekly*, 8 mars 2008, pp. 43-47

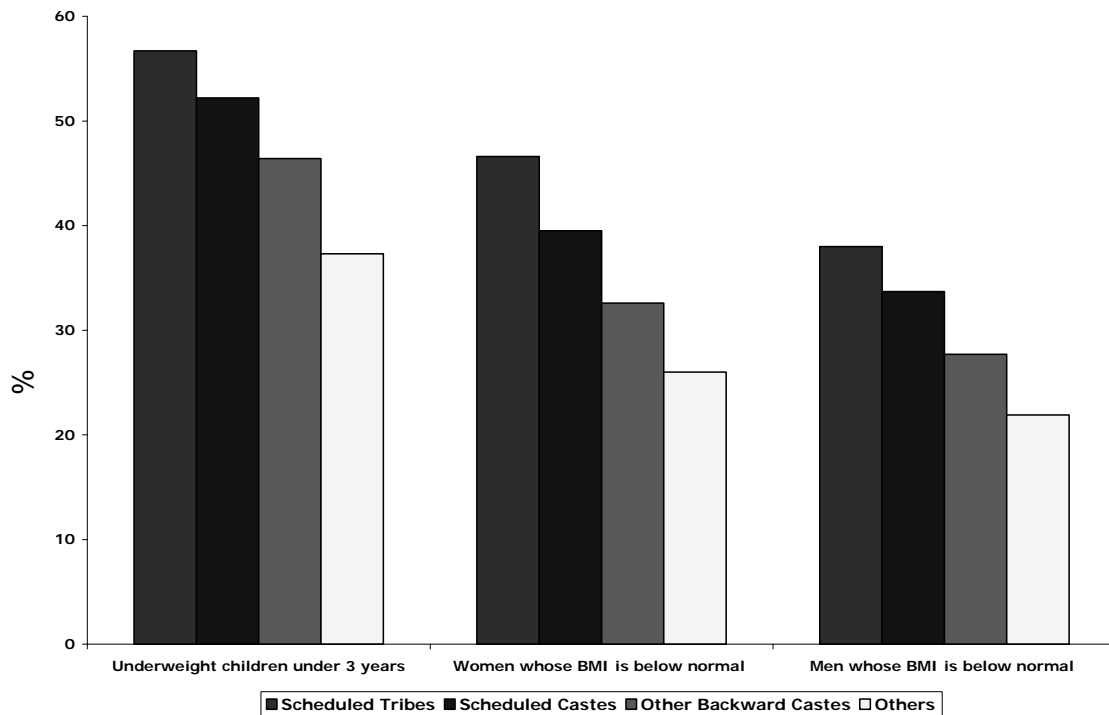
Face à cette accumulation de conditions défavorables, 40 % des agriculteurs à travers le pays ont déclaré lors d'une enquête de 2005 qu'ils préféreraient quitter l'agriculture, s'ils en avaient le choix.²⁴

L'exclusion sociale

Le système de castes, qui a régi les choix professionnels en Inde pendant des générations, joue également un rôle dans l'aggravation de la pauvreté et de la faim (Figure 3). Par exemple, la majorité des *dalits* (c'est-à-dire les castes répertoriées²⁵) restent sans terres.

De plus, pendant des décennies, les grands barrages, les fonderies et autres « temples de l'Inde moderne »²⁶ ont contraint des millions d'autochtones *adivasis* (tribus répertoriées²⁷), qui comptent parmi les personnes les plus pauvres d'Inde, à quitter leur habitat traditionnel.²⁸ La pression de la société civile est récemment parvenue à déloger le conglomérat minier britannique Vedanta de l'habitat tribal des collines de Niyamgiri, riches en bauxite,²⁹ mais cette victoire n'est qu'une exception à la tendance globale d'acquisitions industrielles.³⁰

Figure 3 : Niveaux de malnutrition d'après la caste et la tribu



Source : Fred Arnold, Sulabha Parasuraman, P. Arokiasamy et Monica Kothari (2009), « Nutrition in India. National Family Health Survey (NFHS-3), India, 2005-06 », Mumbai : International Institute for Population Sciences ; ICF Macro : Calverton, Maryland, États-Unis. Hommes et femmes se rapportent aux adultes (marié) dans les tranches d'âges 15-49 ans.

La structure familiale traditionnelle génère également des formes subtiles d'exclusion sociale. Les femmes mangent souvent en dernier, et moins que les hommes. Les deux tiers des filles sont mariées alors qu'elles sont adolescentes :³¹ le cercle vicieux intergénérationnel de la malnutrition commence souvent par une mère anémique, excessivement jeune, illettrée et pauvre. 30 % des enfants indiens naissent avec un déficit pondéral. Il s'agit de l'un des taux les plus élevés au monde.³²

Les prémices d'un changement

Dans ce contexte de crise alimentaire nationale de grande ampleur, de nombreux courants progressistes ont émergé, tant dans la société civile que politique indienne.

Mouvements sociaux

Révoltés par l'injustice qui a vu de nombreuses personnes mourir de faim malgré les montagnes de céréales alimentaires excédentaires dans les greniers d'État,³³ des militants influents ont lancé en 2001 la Campagne pour le droit à l'alimentation.³⁴ Ils mènent depuis dix ans une bataille contre la crise alimentaire en s'appuyant sur plusieurs outils de défense démocratiques. Par exemple, un procès d'intérêt public auprès de la Cour Suprême a contraint l'État à fournir des repas scolaires fraîchement préparés à 130 millions d'enfants chaque jour.

D'autres initiatives de la société civile incluent la couverture médiatique des suicides d'agriculteurs,³⁵ qui a contribué à pousser le gouvernement central à mettre en œuvre un abandon de créance exceptionnel pour les agriculteurs en 2008–2009.³⁶

Populisme politique

La création en 2004 du National Advisory Council (Conseil consultatif national), qui a entamé son second mandat en 2010, a également donné un poids accru à la société civile pour influencer directement sur les politiques sociales. Cette institution, présidée par la Présidente du Parti du Congrès au pouvoir, Sonia Gandhi, a apporté la volonté politique nécessaire pour déclencher des changements législatifs majeurs.

Par exemple, la loi NREGA (National Rural Employment Guarantee Act, ou loi nationale de garantie des emplois ruraux) de 2005, élaborée pendant le premier mandat du NAC et en 2009–2010, a engendré la création d'emplois pour 54 millions de foyers ruraux. On considère également qu'elle a été un argument électoral déterminant pour la réélection du Parti du Congrès en 2009, dans la plus grande démocratie du monde.

Le NFSB (National Food Security Bill, ou projet de loi nationale sur la sécurité alimentaire), en cours d'élaboration par le NAC pendant son second mandat, vise à créer des dispositions légales plus durables pour prévenir la faim.³⁷ Toutefois, de nombreux États de la structure fédérale ont déjà pris de l'avance. Le Tamil Nadu, le Kerala, l'Andhra Pradesh et le Chhattisgarh sont déjà familiers des promesses électorales populistes ayant trait aux céréales alimentaires bon marché et autres subventions.

Un combat dispersé pour l'alimentation

Les longues luttes acharnées entre les différents centres du pouvoir démocratique ont érodé le combat de l'Inde contre la faim. La censure de la Cour Suprême de 2010³⁸ concernant les céréales alimentaires en voie de pourrissement dans les greniers débordants a même conduit le Premier ministre à remettre en cause le rôle même de l'activisme judiciaire dans la formulation des politiques.³⁹

Les centres du pouvoir

Au centre, la diarchie⁴⁰ au sein du Parti du Congrès au pouvoir a encore dilué plusieurs initiatives visionnaires de lutte contre la faim. Par exemple, le projet de loi NFSB⁴¹ du NAC, basé sur des négociations avec le gouvernement, a manqué une opportunité historique de se débarrasser des pratiques inefficaces de ciblage⁴² des foyers pauvres pour fournir des céréales alimentaires subventionnées.⁴³

Bien que le Conseil sur la nutrition, sous l'égide du Premier ministre, se soit enfin réuni après plus de deux ans, ses projets⁴⁴ pour moderniser dans l'ensemble des ministères son

programme ICDS (Integrated Child Development Scheme, ou programme intégré de développement pour l'enfance), vieux de 35 ans, semblent décousus.⁴⁵

Cette longue apathie a eu pour conséquences de laisser plusieurs interventions de protection sociale scandaleusement sous-financées par le gouvernement central et inefficacement mises en œuvre par la plupart des États. Du fait de ces carences, les initiatives en question ont très peu contribué à la lutte contre la faim. Par exemple, alors qu'elle est entrée en vigueur depuis cinq ans déjà, la loi NREGA, ne fournit aux foyers que la moitié des 100 jours de travail garantis chaque année.⁴⁶

Pour empirer encore cette mauvaise gestion, des économistes et des bureaucrates des principaux ministères centraux, y compris la très influente Commission de planification, restent favorables à la prudence fiscale et à la poursuite de la réduction du rôle de l'État. Les transferts en espèces sont la dernière marotte ; le ministère des Finances a déjà lancé des processus pour y recourir à la place des subventions sur les engrais pour les agriculteurs et le combustible de cuisine pour les foyers.⁴⁷

Un déficit de gouvernance

La corruption endémique touche tous les niveaux de la gouvernance. On estime que 30 à 70 % des céréales alimentaires subventionnées distribuées par le biais d'un demi-million de boutiques à prix équitable sont régulièrement détournés vers le marché noir.⁴⁸

La loi RTI (Right to Information Act, ou loi sur le droit à l'information) de 2005, qui a révolutionné les audits sociaux en tant qu'outil de lutte contre la corruption, a également dû surmonter une farouche opposition du puissant réseau où se côtoient politiques, bureaucrates et entrepreneurs.

Une récente déclaration du ministre des Finances sur le budget 2011-2012 offre peu d'espoir de soutien à l'agriculture.⁴⁹ Certains experts considèrent même qu'elle sonne le glas des services logistiques agricoles.⁵⁰ Au lieu de ceux-ci, l'accent porte sur les réductions fiscales accordées aux entreprises, bien que les sociétés indiennes s'adonnent de manière flagrante à un accaparement des terres en Afrique.⁵¹ La proposition de faire entrer les géants internationaux de la grande distribution sur le marché indien pourrait être le dernier clou du cercueil des petits agriculteurs et des détaillants.⁵²

Un choc à venir

Chaque année, la population indienne croît de 18 millions de personnes, soit plus que la population totale du Chili.⁵³ Dans les 20 prochaines années, avec l'évolution structurelle vers l'urbanisation, 290 millions d'Indiens supplémentaires vivront dans les mégapoles et les villes.⁵⁴ Non seulement faudra-t-il les nourrir depuis les campagnes, mais les pressions sur l'eau et les terres devraient également exploser.

Mais l'agriculture indienne peut d'ores et déjà à peine faire face. D'immenses étendues de terres agricoles indiennes ne sont pas irriguées et sont à la merci de précipitations annuelles de plus en plus irrégulières. La surexploitation des eaux souterraines est déjà une réalité dans de nombreuses parties du pays. L'utilisation excessive d'engrais dans les grandes exploitations⁵⁵ et l'épuisement des ressources naturelles menacent également la productivité agraire. En termes écologiques, seul un tiers des terres agricoles indiennes est encore préservé.⁵⁶

Selon certaines études, l'Inde sera toujours en mesure de produire suffisamment de céréales pour suivre l'accroissement de la population jusqu'en 2020, mais cela suppose une augmentation de productivité conséquente.⁵⁷ Cela mis à part, l'agriculture indienne continuera d'avoir du mal à garder la cadence face à l'évolution de la consommation alimentaire. Les aléas du changement climatique, surtout dans les régions touchées par la sécheresse, ne feront que renforcer cette vulnérabilité.

Un appel à l'action

Ces dix dernières années, l'Inde a fait quelques progrès dans la lutte contre la faim intergénérationnelle. Mais elle n'a pas saisi l'opportunité de redistribuer les fruits d'une croissance économique soutenue. Le principal coupable est l'inégalité profondément ancrée dans les modes de production et de distribution de la nourriture.

La démocratie indienne a démontré ses forces et ses limites. Tandis que la campagne de défense du droit à l'alimentation a connu quelques succès isolés, une décennie après sa création, la tragédie des céréales alimentaires excédentaires en voie de pourrissement dans les greniers se répète.⁵⁸

Au rythme actuel, l'Inde n'aura divisé par deux la part de la population souffrant de la faim qu'en 2083, soit près de 70 ans après l'échéance fixée dans les OMD.⁵⁹ Pour accélérer le mouvement, la mise en œuvre efficace du projet de loi NFSB sera déterminante. Mais pour espérer un véritable changement, il faudrait surtout une reprise des réformes agraires⁶⁰ et une redynamisation durable de la productivité agricole.

Notes

- ¹ <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/ess-fadata/en/> (dernière visite le 28 mars 2011).
- ² La Révolution verte désigne l'introduction de variétés de semences à haut rendement après 1965 et le recours accru aux engrais et à l'irrigation. Les rendements de céréales alimentaires ont considérablement augmenté entre 1965 et 1980. Dans les années 1980, près de 75 % des terres utilisées pour la culture du blé et 45 % de celles utilisées pour le riz accueillait des variétés à haut rendement.
- ³ En 1995, l'Inde a rejoint le marché international en tant qu'exportateur de denrées alimentaires largement auto-suffisant en matière de production céréalière (bien qu'il s'agisse du premier importateur mondial d'huiles comestibles). Dès lors que l'Inde rejoint le marché mondial en tant qu'acheteur, même les petits achats entraînent une flambée des prix internationaux. Par exemple, une pénurie de sucre en Inde en 2009 a contribué à propulser le cours du sucre brut à New York à son plus haut niveau depuis 29 ans. Himangshu Watts (2010), « Population, incomes tilt India towards food imports », Reuters, 3 juin 2010.
- ⁴ Dans les années 1970, près de la moitié de la population indienne avait un indice de masse corporelle (IMC) inférieur à 18,5 (qui est la limite inférieure d'une condition nutritionnelle « normale »). En 2005-06, 40 % de la population avait toujours un IMC inférieur à la normale (rapport du poids en kilogrammes sur la taille en mètres, il s'agit d'un indicateur fiable de la faim chronique). EPW (2011), « Malnutrition and ICDS », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLVI N° 12.
- ⁵ Le PIB a doublé entre 1990 et 2005.
- ⁶ Le taux de sous-nutrition a stagné pendant cette période, mais la croissance démographique rapide a entraîné une augmentation du nombre absolu de personnes souffrant de la faim.
- ⁷ Outlook (2009), « 4800 Starvation Deaths in India in Last 4 Years: Naqvi », 2 août 2009 ; Singh Bijay Kumar (2010), « No starvation death in India in last 3 years, says minister: others say it's a cover up », Tehelka, 12 novembre 2010.
- ⁸ Raval Anjali (2011), « Economic fears as Indian food prices soar », *Financial Times*, 6 janvier 2011.
- ⁹ National Sample Survey, 2008, Dépenses des ménages en Inde pour la période 2005-2006, NSS 62nd Round, Ministère des statistiques et de l'implémentation des programmes, National Sample Survey Organisation, Government of India
- ¹⁰ *The Telegraph* (2011), « Bid to Tweak Farm Act », 21 mars 2011.
- ¹¹ P. Sainath (2011), « Farm suicides: a 12-year saga », *The Hindu*, 25 janvier 2010. Toutes les archives de P. Sainath sur les suicides d'agriculteurs et la détresse agraire en Inde sont accessibles à l'adresse suivante : <http://www.indiatogether.org/opinions/psainath/#vid>
- ¹² EPW (2010), « Jobless Growth », *Economic and Political Weekly*, 25 septembre 2010, Vol. XLV, p. 39
- ¹³ L'augmentation du taux de croissance a commencé en 1980–81 pour passer de 0,7 % à 3,4-3,7 % par an pendant deux décennies successives. Sur les cinq dernières années en particulier, le revenu par habitant a rapidement augmenté de 7 % par an malgré la crise économique mondiale et les années de sécheresse.
- ¹⁴ Entre 1981–1982 et 2004–2005, en combinant les phases avant et après réforme, on observe une claire tendance à l'accélération de la « croissance sans emplois » et une intensification du capital aux dépens de la création d'emplois. K.P. Kannan et G. Raveendran (2009), « Growth sans employment: a quarter century of jobless growth in India's organised manufacturing », *Economic and Political Weekly*, 7 mars 2009, pp. 80-91.
- ¹⁵ En juin 2008, le National Sample Survey Office (NSSO) a estimé que le taux d'alphabétisation dans la population adulte (15 ans et plus) était de 66 %.
- ¹⁶ Estimations du Tendulkar Committee Report de 37 % récemment mises à jour.
- ¹⁷ En mars 2010, la population rurale représentait 70 % de la population indienne totale. Des estimations basées sur les seuils de pauvreté révisés récemment (conformément aux recommandations du Tendulkar Committee Report) montrent que près de 42 % de la population rurale et 26 % de la population urbaine vivent sous le seuil de pauvreté.

- ¹⁸ En 2003–2004, près de 41,6 % des foyers indiens ruraux ne détenaient aucune terre autre que celles de leur propriété (et parmi eux, quelque 10 % n'avaient absolument aucune terre). L'ampleur du phénomène des sans-terres a augmenté de 6 points entre 1992 et 2003–2004. Le coefficient de Gini concernant la détention de terres autres que les terres de la propriété est passé de 0,73 à environ 0,76 sur cette période. Rawal (2008), « Ownership holdings of land in rural India: putting the record straight », *Economic and Political Weekly*, 8 mars 2008, pp. 43-47.
- ¹⁹ Jha (2007), « Investment and Subsidies in Indian Agriculture », Document de travail de l'ASARC, 2007/03.
- ²⁰ Officiellement, dans les dix années ayant suivi 1991, le nombre de foyers agricoles indiens endettés a pratiquement doublé pour passer de 26 à 48,6%. Sainath (2010), « Of luxury cars and lowly tractors », CounterPunch, 28 décembre 2010.
- ²¹ Selon la GOI Economic Survey, la production de céréales alimentaires en Inde a chuté de 208 kg par habitant par an en 1996–1997 à 186 kg en 2009–2010, soit un recul de 11 %. Malgré une production réduite, l'Inde a exporté en moyenne 7 millions de tonnes de céréales par an, entraînant un recul supplémentaire de 15 % de la disponibilité, qui est passée de 510 g par habitant par jour en 1991 à 436 g en 2008. Saxena (2011), « Food Security in India », Inclusion, www.inclusion.in.
- ²² Government of India (2011), « Economic Survey, 2010–11, Chapter 8: Agriculture and Food Management », <http://indiabudget.nic.in/es2010-11/echap-08.pdf> (dernière visite le 30 mars 2011).
- ²³ Anand (2010), « Green Revolution in India wilts as subsidies backfire », Wall Street Journal, 22 février 2010.
- ²⁴ Environ 27 % ont déclaré ne pas aimer l'agriculture car ce n'était pas un secteur rentable. Seuls 4 % ont déjà assuré leurs cultures et 57 % ne savaient même pas que les cultures pouvaient être assurées. The Hindu (2005), « Given a choice, 40 per cent farmers will quit », 1^{er} août 2005.
- ²⁵ Les *Dalits* étaient traditionnellement considérés comme des « intouchables » et cités dans la Constitution comme des castes répertoriées.
- ²⁶ Citation du Premier ministre indien, Jawaharlal Nehru, lors de l'inauguration d'un barrage le 22 octobre 1963.
- ²⁷ Les *Adivasis* appartiennent aux tribus autochtones, désignées comme tribus répertoriées dans la Constitution.
- ²⁸ Les communautés tribales représentent 8,2 % de la population indienne, mais 40 % de la population déplacée par les projets de développement. ActionAid (2008), « Resource Rich, Tribal Poor: Displacing people, destroying identity in India's indigenous heartland », New Delhi.
- ²⁹ *The Hindu* (2010), « It is 'no' to Vedanta's mine project in Orissa », 24 août 2010.
- ³⁰ La loi « Mines and Mineral Development and Regulation Act », actuellement en attente d'approbation par le Cabinet indien, propose d'exiger des sociétés d'exploitation minière qu'elles reversent 26 % de leurs bénéfices aux personnes locales affectées par leurs projets. Sharma (2010), « Should locals get 26% of mining profits? », Business Standard, 29 septembre 2010.
- ³¹ UNICEF (2011), « La situation des enfants dans le monde 2011 : L'adolescence : l'âge de tous les possibles », New York : Fonds des Nations unies pour l'enfance.
- ³² Ibid.
- ³³ Dreze (2001), « Starving the Moon », *The Hindu*, 26 février 2001.
- ³⁴ <http://www.righttofoodindia.org/>
- ³⁵ P. Sainath (2007) op. cit.
- ³⁶ <http://indiabudget.nic.in/ub2008-09/bs/speecha.htm> (dernière visite le 30 mars 2011).
- ³⁷ Les propositions prometteuses du projet de loi NFSB incluent la création d'un nouveau cadre décentralisé pour la réparation des torts, l'extension des prix minimum pour les agriculteurs dans tous les États et la promotion de millets nutritifs et abordables. <http://nac.nic.in/foodsecurity/nfsb.pdf> (dernière visite le 30 mars 2011).
- ³⁸ Correspondant NDTV (2010), « Supreme Court to Pawar: It's an order, not suggestion », NDTV, 31 août 2010

- ³⁹ Varadarajan S. (2010), « Order on free grain to poor can't be executed, says Manmohan Singh », National, News, *The Hindu*.
- ⁴⁰ Diarchie entre la Présidente du Parti du Congrès et son Premier ministre. Puri (2011), « PM evades real problem », *The Statesman*, 16 février 2011.
- ⁴¹ NAC, 2011, Note sur le projet de loi nationale sur la sécurité alimentaire (National Food Security Bill) du 21 janvier 2011, <http://nac.nic.in/foodsecurity/nfsb.pdf> (dernière visite le 7 mars 2011)
- ⁴² Le ciblage est effectué au moyen d'études relatives au seuil de pauvreté. Mais la version de 2002 oublie près de la moitié des personnes pauvres en les classant comme non-pauvres, et inversement près de la moitié des non-pauvres comme personnes pauvres. Jalan, J. et R. Murgai (2008). « *An Effective 'Targeting Shortcut'? An Assessment of the 2002 Below-Poverty Line Census Method.* » Document de référence pour la Banque mondiale (2011), « Social Protection for a Changing India, South Asia region », Banque mondiale. Jusqu'à 1997, l'Inde avait un système public de distribution universelle plus efficace. Swaminathan, M (2000), « Weakening Welfare: The Public Distribution of Food in India », *Left Word*.
- ⁴³ Patnaik (2011), « PM's panel splits hairs, misses the elephants on food security », *The Times of India*, 4 février 2011.
- ⁴⁴ L'un des projets annoncés par le ministre du Développement des femmes et des enfants consiste à utiliser les téléphones mobiles dans certains *anganwadis*, sous forme de projet pilote, afin de recueillir et de compiler des informations sur le programme ICDS. Dhawan (2011), « Mobiles to monitor govt food programme », *The Times of India*, 30 janvier 2011. Anganwadi est un centre de soins infantiles soutenu par l'État dans le cadre du programme intégré de développement pour l'enfance dans la classe d'âges de 0 à 6 ans. Le mot signifie « abri de cour » en Hindi.
- ⁴⁵ EPW (2011), « Malnutrition and ICDS », op. cit.
- ⁴⁶ nrega.nic.in/DMU reports/2009-10
- ⁴⁷ <http://indiabudget.nic.in/ub2011-12/bs/bs.doc> (dernière visite le 30 mars 2011).
- ⁴⁸ Commission de la planification (2005), « Performance Evaluation of the Targeted Public Distribution System (TPDS) », Government of India.
- ⁴⁹ <http://indiabudget.nic.in/ub2011-12/bs/bs.doc> (dernière visite le 30 mars 2011).
- ⁵⁰ P. Sainath (2011), « Corporate socialism's 2G orgy' » Columns, *The Hindu*, 7 mars 2011.
- ⁵¹ Vidal (2011), « Ethiopia at centre of global farmland rush », *The Guardian*.
- ⁵² Choithani (2009), « Entry of Corporate Retail: Impact on Hawkers and Small Retailers, A case study from Mumbai », Focus on the Global South. www.indiafdiwatch.org (dernière visite le 30 mars 2011).
- ⁵³ Kamdar (2008), « The Threat of Global Food Shortages – Part II », YaleGlobal.
- ⁵⁴ Government of India (2009), « India Urban Poverty Report », ministère du Logement et de l'atténuation de la pauvreté urbaine. D'ici 2030, plus de 575 millions de personnes vivront dans les mégapoles et les villes, soit 41 % de la population indienne (niveau actuel : 286 millions).
- ⁵⁵ La facture annuelle des subventions indiennes sur les engrais a dépassé les 20 milliards de dollars en 2008, contre 640 millions en 1976. Anand (2010), « Green Revolution in India wilts as subsidies backfire », op. cit.
- ⁵⁶ Les sols présentent différents degrés de dégradation à cause de la déforestation, de la mauvaise irrigation, du drainage inapproprié et du surpâturage.
- ⁵⁷ S. Mahendra Dev, K.P. Kannan et Nira Ramachandran (2003), « Towards a Food Secure India: Issues and Policies », Institute of Human Development, New Delhi et Centre for Economic and Social Studies, Hyderabad.
- ⁵⁸ Haq (2010), « India's mountains of shame », *Hindustan Times*, 30 mars 2010.
- ⁵⁹ ActionAid (2010), « Who's Really Fighting Hunger: Why the world is going backwards on the UN Goal to halve hunger and what can be done », HungerFREE Scorecard, Johannesburg : ActionAid International.
- ⁶⁰ D. Bandyopadhyay (2008), « Does land still matter? », *Economic and Political Weekly*, 8 mars 2008.

© Oxfam International, juin 2011

Ce rapport a été rédigé par Swati Narayan. Il fait partie d'une série accompagnant le rapport d'Oxfam « Cultiver un avenir meilleur », disponible à l'adresse www.oxfam.org/fr/cultivons.

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à : advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

www.oxfam.org

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-942-7 en juin 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam est une confédération internationale de 15 organisations qui travaillent ensemble dans 98 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org),
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au),
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be),
Oxfam Canada (www.oxfam.ca),
Oxfam France (www.oxfamfrance.org),
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de),
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk),
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk),
Intermon Oxfam (Espagne) (www.intermonoxfam.org),
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org),
Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org),
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz),
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl),
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca),
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une affiliation complète :

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org.
Courriel : advocacy@oxfaminternational.org